27 avril 1790

19

L'AMI DES PARISIENS.

par un évêque

ASSEMBLÉE DES BONS FRANÇOIS.

CITOYENS de Paris, l'Assemblée Nationale se divise : vous voilà placés entre les deux Partis, les soi-disans *Amis de la Constitution*, et les soi-disans *bons François*. Vous choisirez : de votre choix dépendent votre salut ou votre perte, le maintien de la Religion Catholique ou le triomphe du philosophisme, la libération de l'Etat ou la banqueroute, le bonheur de la Nation ou la ruine du peuple.

Les derniers veulent la paix et la concorde ; ils les veulent par leurs principes, leurs sentimens, leur intérêt ; la sûreté de leur fortune y est attachée. Que veulent les premiers ? que gagneroient-ils à la paix ?

Depuis six mois, ils s'assemblent mystérieusement dans l'église des Jacobins ; les portes ne s'ouvrent qu'à leurs affidés : là,

protégés par la force publique, ils préparent en sûreté leurs motions et les moyens de dominer l'Assemblée Nationale.

Depuis quelques jours seulement, les derniers, à qui la satisfaction de pouvoir consigner leurs vœux dans le procès-verbal de l'Assemblée Nationale a été refusé, ont été forcés de se réunir aux Capucins : et dans une ville si fière de sa liberté réconquise, des faiseurs de libelles atroces, enhardis par l'impunité, travestissent en complots odieux d'aristocrates, une Assemblée composée de Députés de toutes les classes de Citoyens ; ils s'efforcent de prévenir le peuple contre une Assemblée qui se montre à découvert, qui délibère les portes ouvertes, et voudroit avoir le peuple et tous les vrais Citoyens de Paris pour témoins de ses délibérations.

Citoyens, votre choix est facile à faire; votre justice et votre loyauté n'hésiteront pas à se déclarer pour le parti dont la profession politique est la plus nette et la plus pure. Les dogmes politiques des bons François sont renfermés dans ce peu de mots sacrés : Attachement à la Religion, fidélité

au Roi, respect pour le Peuple et la Loi des propriétés.

Les premiers diroient en vain : nous sommes l'Assemblée Nationale, notre parti forme la majorité. Joignez aux bons François les Députés que la violence a fait fuir, et vous reconnoîtrez dans leur parti la vraie majorité, le parti le plus nombreux.

La Religion est le garant des Loix, la base nécessaire de la société. La Religion de nos pères est en péril : les bons François commencent par assurer ses droits ; elle ne peut être compromise, sans que la patrie soit elle-même en danger.

Le salut du peuple est la loi suprême d'une Assemblée Nationale, c'est le premier vœu des bons François, comme le premier devoir auquel ils se dévouent dans leurs vues pour la liberté de l'Etat. Jamais ils ne sépareront les intérêts de la Capitale de ceux des Provinces : c'est en respectant les Loix et les propriétés qu'ils se montrent les amis inaltérables des Parisiens.

Comme on vous trompoit ! Sous quelles odieuses couleurs les ennemis de la chose publique vous ont peint le Clergé !

Avant même que de déclarer les droits de la Religion, le Clergé avoit fait l'abandon de ses priviléges pécuniaires; il s'étoit réduit à l'égalité en présence de la Loi et de l'impôt. Aujourd'hui le Clergé met de plus sa gloire à soulager la misère du peuple, en la partageant; il offre à la Nation le don de 400 millions, et ce don est le seul gage, la seule hypothèque, le seul moyen qui puisse rétablir l'ordre dans les finances et sauver l'Etat.

Peuple de Paris, comme on vous abusoit! Ces Députés fidèles à la religion de l'Etat, à la monarchie, à leurs mandats, on vous les représente comme ligués et confédérés pour votre ruine, par leur prétendue opiniâtreté à empêcher, dans l'émission des *assignats-monnoie*, le seul remède capable d'étouffer l'agiotage qui dévore la Nation, de rappeller dans la Capitale le numéraire, et d'y ranimer l'activité du commerce et de l'industrie.

Tenez-vous en garde contre l'art imposteur des ennemis de la chose publique, sur les prétendues découvertes de complots et de conspirations absurdes et ridicules. Les bons François s'unissent pour vous sauver;

ils connoissent la cause du mal, et veulent la tarir dans sa source.

M. le Maire de Paris, révélant à l'Assemblée Nationale le fatal secret de votre misère, a dit : tout meurt de faim, parce que le numéraire manque par-tout : réfléchissez sur la vraie cause de la disparution du numéraire, ce qui paralyse le commerce et fait déserter les atteliers de l'industrie : ce qui fait que l'on craint de dépenser et que l'or est enfoui.

Peuple de la Capitale, malheur à vous, si dans des adulateurs vous voyez des amis ! ne vous comparez ni à Londres, ni à Amsterdam ; ces villes sont le centre des forces et du commerce de l'Empire ; Paris n'est qu'une ville de luxe et de consommation. L'or disparoît avec la consommation. Le travail vous manque, parce que vous manquez de consommateurs.

Les bons François veulent la paix et la concorde ; seules, elles peuvent appeller le numéraire, le travail et les consommateurs ; vous ne pouvez exister que par eux et par votre roi. L'urgence du mal exige de presser le remède. Le Clergé offre la plus prompte

émission d'une quantité d'effets publics, suffisante pour suppléer à la rareté des espèces.

Mais ces effets doivent être de nature à attirer la confiance, *légitimité*, *sureté*, *solidite*; la confiance ne peut reposer que sur ces bases. Elles manquent toutes au systême d'assignats que l'on vous présente; elles se trouvent réunies, avec une évidence irrésistible, dans l'espèce de billets que les bons François préfèrent.

Les assignats-monnoie sont repoussés, parce qu'ils sont entachés des vices et qu'ils renferment tous les maux des billets de banque; c'est Law ressuscité sous une forme mal déguisée. Si vous dépouillez le Clergé, vous nécessitez une diminution incalculable de revenus, vous nécessitez un surcroît de charges et d'impôts que la Nation ne peut supporter.

On fait concevoir au peuple des espérances perfides; on va se croire soulagé, libéré: quel sera son désespoir, lorsqu'il verra que tout aboutit à augmenter le déficit et la masse énorme des impôts.

Que veulent les bons François? Rendre

témoignage à la religion de leurs pères, conserver le domaine royal, afin d'avoir toujours présent un gage de fidélité pour le monarque ; conserver la propriété des biens du Clergé, pour conserver aux pauvres leur patrimoine ; à l'Etat, une ressource nécessaire dans les tems de calamité ; aux générations futures, une propriété sacrée qui, dans des tems de crise, seroit leur salut, comme elle peut être celui de la génération présente.

Les bons François en réclamant les droits de la justice et de la propriété, peuvent seuls guérir la plaie profonde de l'Etat, et assurer les fondemens de la religion et du trône.

L'invasion des biens du Clergé précipite la banqueroute par le remede funeste du papier-monnoie, et ruine le peuple par un surcroît d'impôts de plus de cent millions.

L'hypothèque de quatre cens millions sur les biens du Clergé sauve la banqueroute, soulage le peuple.

Ces deux propositions rigoureusement démontrées, feront connoître qui sont les vrais amis des Parisiens.